Par 250 voix pour, 26 contre et 278 abstentions et malgré les rassemblements et manifestations à l'appel de la CGT, de FO, de Solidaires et de la FSU ou encore les diverses prises de position et interpellation au-delà des seules organisations syndicales, le 9 avril dernier les parlementaires ont voté la loi Sapin qui transpose l'accord national interprofessionnel du 11 janvier. Cette loi constitue une véritable régression sociale, Il s'agit d'un marché de dupes qui vise non pas à sécuriser l'emploi mais à faciliter les licenciements. Elle promeut un projet de société avec moins de droits pour les salariés et plus de pouvoirs pour les actionnaires, un recul des droits sociaux pour tous les salariés du secteur privé et qui sera étendu à ceux du secteur public. Les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires et FSU d'Ille-et-Vilaine considèrent que les députés ont pris une lourde responsabilité envers le monde salarial. Elles estiment que cette loi et cet accord rejoignent les projets de démantèlement des services publics, des hôpitaux, des retraites et de la Sécurité sociale.

De plus, dans une situation économique en quasi récession, avec un chômage record, cette loi s'inscrit dans les politiques d'austérité mises en œuvre dans tous les pays d'Europe qui tendent à vouloir faire payer la crise aux salariés et dont les résultats sont désastreux dans beaucoup de pays.

Les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires et FSU d'Ille-et-Vilaine estiment au contraire que l'augmentation des salaires et l'arrêt de la rigueur sont des mesures à même de relancer la consommation et donc de créer de l'emploi.

Enfin, le Président de la République a jugé nécessaire une nouvelle augmentation de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein alors que 25,7% des jeunes de moins de 24 ans sont en recherche d'emploi (mars 2013) et que la moyenne d'âge d'embauche est de 27 ans (chiffres 2011).

A l'occasion du 1er mai, journée internationale de solidarité entre tous les travailleurs du monde entier, les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires et FSU d'Ille-et-Vilaine appellent tous les salariés du public et du privé, mais aussi les jeunes, les chômeurs et les retraités à participer aux rassemblements et manifestations décidées par les structures locales.

Pour

- **S'opposer à la mise en application de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier, donc retirer la loi Sapin (adoptée à l'Assemblée Nationale et discutée actuellement au Sénat) et faire en sorte que de nouvelles négociations s'ouvrent pour qu'une loi à venir rompe avec la politique précédente et consacre une véritable sécurité de l'emploi pour tous.**
- **Rompre avec les politiques d'austérité donc augmenté les salaires et le pouvoir d'achat pour relancer la consommation**
- **Maintenir et développer la protection sociale par un financement sur la base des cotisations, en particulier pour la retraite revenir à une durée de cotisation permettant un départ en retraite à 60 ans avec le taux plein en confortant notre régime par répartition, les régimes spéciaux, le code des pensions civiles**

Rassemblement et manifestation - mercredi 1er mai

RENNES à 10 h 30 place de la Mairie
ST MALO à 10 h 30 devant la Sous-Préfecture
FOUGERES à 10 h 30 place Aristide Briand
REDON – VITRE (selon les modalités décidées localement)

Répondre aux urgences sociales, construire dès aujourd'hui la société que nous voulons pour demain, obtenir la satisfaction des revendications.

Organisons-nous, mobilisons-nous, pour que ça change maintenant !

Un peu partout dans le pays, des luttes se mènent. Les coordonner, est un de nos objectifs ; mais il faut aussi mettre en exergue ce qui peut contribuer à unifier toutes ces résistances : la volonté d'en finir avec l'exploitation de l'immense majorité pour le profit (et les profits !) d'une petite minorité.

Conscient que l'avenir de l'action sociale, de la santé publique et de la protection sociale appartient à tous les assurés sociaux, **nous appelons à la construction d'une mobilisation citoyenne.**

En associant les professionnels, les usagers, les citoyens, les associations populaires, le syndicalisme interprofessionnel construisons le rapport nécessaire.

Cela passe par une campagne de mobilisation à partir des revendications spécifiques existantes dans les établissements, celles portées par notre fédération et celles communes à la plate forme de Notre Santé en Danger.

- Pour l'arrêt des restructurations dans le sanitaire et le social, des plans de licenciements, des plans de redressements, pour des effectifs à la hauteur de nos missions.

- Pour la défense et la rénovation par le haut des conventions collectives du privé et du statut FPH, (projet SUD de CC BASS).

- Pour le refus du moins disant social et de la concurrence entre professionnels, pour la parité salariale privé public: « à travail égal, qualification égale, salaire égal ».

- Pour l'abrogation de la loi Bachelot (HPST) et de tous les ordres professionnels.

- Pour la défense d'une sécurité sociale égalitaire, solidaire et accessible à toutes et tous.

- Pour agir contre tout nouveau recul de l'âge de la retraite et du montant des pensions.

- Pour la suppression de toutes les franchises, du forfait hospitalier, des dépassements d'honoraires…

L'expérience nous indique que le rapport de force est déterminant : pour que les droits acquis ne régressent pas, pour en gagner de nouveaux,

IL FAUT S'ORGANISER ET AGIR ENSEMBLE !

Rassemblement et manifestation - mercredi 1er mai
RENNES à 10 h 30 place de la Mairie

Fédération SUD Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 26 avril 2013